## **MASTER**

Mention : Droit de l'entreprise

## Résumé du référentiel d'activités, de compétences et d'évaluation

REFERENTIEL D'ACTIVITES	REFERENTIEL DE COMPETENCES	REFERENTIEL D'EVALUATION
	Compétences transversales	
- Identification des problématiques juridiques auxquelles peut être confrontée une entreprise	<ul> <li>Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention</li> <li>Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine</li> </ul>	Les modalités du contrôle permettent de vérifier l'acquisition
- Développement d'une argumentation juridique	<ul> <li>Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale</li> <li>Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à</li> </ul>	de l'ensemble des aptitudes, connaissances, compétences et blocs de compétences constitutifs du diplôme. Ces éléments sont
- Analyse et interprétation d'un texte juridique ou d'une décision juridictionnelle	l'interface de plusieurs domaines  - Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines  - Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau,	appréciés soit par un contrôle continu et régulier, soit par un examen terminal, soit par ces deux modes de contrôle combinés.
- Choix du statut juridique de l'entreprise et de celui de son dirigeant	et dans des contextes internationaux - Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de	Chaque ensemble d'enseignements à une valeur définie en crédits européens (ECTS). Pour l'obtention
- Rédaction et adaptation des statuts et autres actes sociétaires	proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la règlementation - Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources	du grade de Master, une référence commune est fixée correspondant à l'acquisition de 120 crédits ECTS
- Négociation et réaction des contrats de l'entreprise	spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation  - Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral	au-delà du grade de licence.
- Ingénierie juridique, sociale, fiscale et financière de l'entreprise	et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère - Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles	
- Prévention des risques encourus par l'entreprise ou son dirigeant	<ul> <li>Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe</li> <li>Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre</li> </ul>	
- Détection et prévention des difficultés de l'entreprise	et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif	

REFERENTIEL D'ACTIVITES	REFERENTIEL DE COMPETENCES	REFERENTIEL D'EVALUATION
<ul> <li>Appréciation du coût fiscal et social des opérations engagées par les entreprises</li> <li>Aide à la préparation des réunions des instances de gouvernance d'une</li> </ul>	<ul> <li>Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité</li> <li>Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale</li> <li>Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles</li> </ul>	
organisation	Compétences spécifiques	
	<ul> <li>Effectuer une veille juridique portant sur le droit applicable à l'entreprise</li> <li>Rechercher et analyser les textes et la jurisprudence en vue de leur application à l'entreprise</li> <li>Apprécier juridiquement les documents sociaux, fiscaux et comptables</li> <li>Analyser et synthétiser les problèmes exposés par un client ou un employeur et construire une réponse juridique adaptée</li> <li>Contribuer à sécuriser juridiquement l'activité et l'image de l'entreprise</li> <li>Rédiger les actes et les contrats</li> <li>Etablir un diagnostic préparant une prise de décision du chef d'entreprise</li> <li>Conseiller le chef d'entreprise dans l'élaboration des documents sociaux réglementaires</li> <li>Conseiller l'entreprise sur son statut</li> <li>Conseiller l'entreprise sur les conventions conclues avec ses partenaires</li> <li>Préparer le travail juridique des instances de gouvernance de l'entreprise</li> <li>Etablir les procès-verbaux d'organes délibérants et des documents de synthèse</li> <li>Identifier les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité environnementale afin de les diffuser et d'en assurer le respect</li> <li>Evaluer et prévenir les risques juridiques encourus par l'entreprise</li> <li>Contribuer à la construction d'indicateurs permettant de prévenir la survenance de litiges</li> <li>Organiser la résolution extrajudiciaire des litiges tant sur le plan amiable que par la voie de l'arbitrage</li> <li>Elaborer des conditions générales</li> <li>Veiller au respect de l'information précontractuelle du consommateur</li> <li>Appréhender les aspects juridiques des pratiques commerciales</li> <li>Sécuriser les contrats destinés aux consommateurs</li> </ul>	
	Dans certains établissements, d'autres compétences spécifiques peuvent permettre de décliner, préciser ou compléter celles proposées dans le cadre de la mention au niveau national. Pour en savoir plus se reporter au site de l'établissement.	